

# Le pouvoir reste isolé

En engageant leurs électeurs à répondre oui au référendum du 8 avril la plupart des partis de la défunte 4<sup>e</sup> République pensaient aux élections qui devraient suivre. La S.F.I.O. et le P.C. notamment espéraient bien que l'occasion allait leur être fournie de se délimiter du pouvoir et de capitaliser le mécontentement des masses. C'était l'affrontement désiré contre l'U.N.R. pour lui arracher quelques sièges de députés. C'était le moyen de faire oublier leur attitude opportuniste devant le référendum-plébiscite.

Hélas (trois fois), tous ces calculs parlementaristes tombent à l'eau et revoilà la « gauche respectueuse » gros-jean.

De Gaulle n'a pas commis l'erreur d'ouvrir une campagne électorale où la confusion des 90 % de oui risquait tout de même de faire place à plus de clarté. Profitant de l'absence d'opposition véritable il jette, tel un citron pressé, Debré devenu plus compromettant qu'utile par sa servilité et, tout en concentrant encore plus le pouvoir — la nomination de Pompidou, directeur de la banque Rotschild en est un aspect très symbolique —, il tente de sortir de son isolement en associant des « anciens » de la défunte Quatrième.

Cette opération a eu l'avantage de rappeler que si le régime n'entend pas renoncer au pouvoir personnel il n'en a pas moins conscience des dangers dans lesquels le place son isolement.

Révéléateur aussi de la situation réelle où se trouve le pouvoir, le refus des radicaux à lui prêter main-forte Le M.R.P. lui-même qui lui délègue cinq ministres n'a pu le faire qu'à une courte majorité et en assortissant sa participation de revendications concernant le fonctionnement du régime parlementaire.

Cette attitude des vieux partis de la démocratie bourgeoise s'appuie sur le fait que le régime gaulliste dans sa politique de concentration, de modernisation de l'appareil de production du capitalisme français s'attaquera encore à de nombreuses couches bourgeoises ou petites-bourgeoises qui constituent leur clientèle électorale.

La résistance, le refus même de la part de ces partis de se compromettre avec de Gaulle est un signe de la fragilité de son pouvoir qui en fin de compte se maintient seulement par la carence des grands partis ouvriers incapables de promouvoir une solution de rechange susceptible de dresser toutes forces unies le prolétariat à ce régime.

**APRES DE GAULLE ?**  
Une brochure du P.C.I.  
**La politique**  
**que préconisent**  
**les trotskystes**

Algérie quelque chose de positions économiques et militaires de l'impérialisme. Dans le même sens a joué aussi la colère du contingent attaqué directement par les fascistes et que ses officiers ont eu du mal à retenir (« Si nous les laissons faire, ce serait terrible » dit un officier interviewé par un journaliste du « Monde » 2-4-62). Il n'en reste pas moins que cette répression tranche par son indolence sur la sauvagerie de la répression contre les Algériens jusqu'au jour du cessez-le-feu.

Dans le bled, l'échec de l'O.A.S. est encore plus patent que dans les villes. Les spécialistes de la « guerre révolutionnaire », du type Gardes, avaient simplement oublié que, pour mener celle-ci, il faut avoir les masses avec soi. Ils l'ont appris à leurs dépens dans l'opération de l'Ouarsenis, abandonnés par le bachaga Boualem qui ne songe qu'à sauver sa peau, et traqués par les paysans armés de fourches.

Certes, l'O.A.S. ne quittera pas la scène algérienne sans violents soubresauts, mais d'ores et déjà ses espoirs se sont effondrés, et un glacial découragement succède chez les pieds-noirs à la fièvre des putschs. Ils peuvent déjà comprendre que si ce n'est pas l'armée française ou la force locale qui liquident maintenant l'O.A.S., l'A.L.N. en finira demain plus brutalement avec elle et qu'il ne fera pas bon servir de couverture aux nervis fascistes pour qui veut encore un avenir en Algérie.

Mais, par un paradoxe apparent, l'O.A.S. qui s'effondre en Algérie où elle avait une base, n'a d'avenir qu'en France où elle n'est présentement à peu près rien. En effet, demain, les « bâtisseurs d'empires » battus, aigris, pleins d'arrogance et de nostalgie pour leurs privilèges perdus, vont définitivement refluer sur la « métropole » méprisée et haïe. Officiers grasses payés à ne rien faire, colons indemnisés (grâce aux impôts prélevés sur les salaires ouvriers) de ce qu'ils n'auront pas pu emporter de leur butin algérien, tout ce beau monde va venir donner corps au fascisme national. Les conditions de sa prise du pouvoir ne sont certes pas réunies (et surtout les conditions économiques), mais dans l'ombre indulgente du gaullisme, il aura tout loisir de prendre des forces en s'entretenant dans le terrorisme anti-ouvrier combiné à l'activité légale pour laquelle les couvertures ne lui manquent pas.

De bonnes âmes attendent de de Gaulle une politique plus gauche (associée au renvoi de Debré) sous le prétexte que le référendum-plébiscite a bénéficié de l'appui des partis « démocratiques » de feu la IV<sup>e</sup> République, qui ont volé au secours de la victoire. Un élargissement de la base politique du pouvoir n'est pas impossible, avec ou sans élections, mais ce serait n'avoir rien compris au « système » que de croire qu'une telle opération empêcherait le dictateur de frapper des coups à gauche (ils seraient au contraire couverts alors par les M.R.P., les molletistes et consorts) et de conserver sa mansuétude à la droite fasciste.

Il se peut aussi que, pour quelques mois, l'euphorie du cessez-le-feu et des 90 % de oui, accompagnée de la désorganisation-réorganisation de l'O.A.S. fasse illusion et démobilise des militants dressés, sinon venus à la lutte, au long des sept ans de guerre en Afrique du Nord. Un répit de cette sorte avait suivi la guerre du Viet-Nam. Il ne saurait masquer longtemps la crise profonde de la V<sup>e</sup> République; et l'avant-garde nombreuse qui s'était comptée dans le vote « nul » au référendum (forme de vote qui exigeait et manifestait une conscience élevée alors que les grandes directions ouvrières se prononçaient honteusement pour le « oui ») doit mettre ce temps à profit pour serrer les rangs et se préparer à des combats décisifs contre le gaullisme et contre le fascisme, son frère jumeau.

M. DERVAL.